

Qui-de-sac

Swisscom annonce la suppression de 6000 postes de travail entre 2001 et 2003, ceux-ci s'ajoutent aux 4000 emplois qui doivent déjà disparaître cette année. À la fin de sa restructuration, près de la moitié des effectifs de la compagnie aura disparu. L'actionnaire majoritaire de Swisscom (65,5 %) est la Confédération helvétique. Mais le Conseil fédéral prétend qu'il ne peut rien faire. Est-il moral pour un gouvernement de s'enrichir grâce à des licenciements qui vont faire monter la cotation en bourse? Bien sûr que non, disent certains libéraux, la Confédération doit vendre ses actions¹. Quitte à privatiser les bénéfiques, autant le faire complètement!

Ceux qui semblent totalement dépassés dans cette affaire, ce sont les syndicalistes qui réalisent aujourd'hui que leur douleur est due à une indigestion de coulevres. L'un d'eux s'interrogeait récemment : « *Qu'y a-t-il encore à négocier avec ces gens-là? Rien. Avant, il s'agissait de fonctionnaires qui s'adressaient à d'autres fonctionnaires. Maintenant, ce sont des businessmen* »².

Fonctionnaire... voici un mot qui va disparaître de notre vocabulaire. À l'heure de la "nouvelle économie", de la flexibilité à tout va, il va bientôt sembler aussi ringard que celui de preux chevalier. Prenons la nouvelle loi sur le personnel fédéral. Elle met en place des mesures qui ont déjà été adoptées dans certains cantons et sont en passe d'être réalisées dans d'autres : suppression de la nomination (donc d'une relative sécurité de l'emploi), de la compensation automatique du renchérissement, introduction du salaire au mérite, etc.

Face à ces attaques systématiques, des syndicalistes ont décidé de réagir. C'est le cas des « *dangereux trublions* » du Syndicat des services publics (SSP) qui ont décidé de lancer un référendum

contre la dite loi. Il se trouvera toujours des gens, comme le conseiller fédéral Kaspar Villiger, pour voir dans la réaction du SSP quelque chose de particulièrement subversif mettant « *en péril l'avenir du service public* ». Tel est la fonction du théâtre politique : crier au loup chaque fois qu'un mouton ose regarder ailleurs que droit devant lui.

La méthode adoptée par le SSP est dans la logique du système consensuel dont le référendum est une soupape de sécurité. Au sein de la gauche, c'est une manifestation de ceux qui voudraient que le PS évolue vers l'opposition, dans la perspective lointaine d'un système d'alternance. Nous devons malheureusement rappeler que le référendum (comme la démocratie semi-directe en général, on l'a vu à Emmen) est une arme à double tranchant qui se retourne dans la majorité des cas contre ceux qui y recourent. Autant dire tout de suite qu'une campagne pour le maintien du statut du fonctionnaire ne sera pas facile à réaliser. Il y a parmi les électeurs beaucoup de gens qui ont, pas toujours pour de mauvaises raisons, des griefs envers l'administration. La droite aura beau jeu de mettre dans la balance la question fiscale et il se pourrait bien que le principal slogan de la campagne soit : « *Voulez-vous payer plus d'impôts pour garantir les privilèges de quelques-uns?* ». Sachant aussi que le résultat d'un référendum dépend surtout des moyens financiers des adversaires en présence et que le patronat est plus riche que la gauche, le succès de celle-ci serait bien étonnant. Certes, la réponse du SSP et de celles et ceux qui le soutiendront est déjà prête, c'est celle du service public accessible à tous. On dira aux gens que quand l'Etat baisse les salaires, le secteur privé fait de même ; on essaiera de les convaincre de la nécessité de conserver un bureau de poste près de chez eux ou de maintenir certaines liaisons ferroviaires... mais évi-



demment sans aucune garantie car, statut ou pas, les "réformes" libérales se poursuivent.

Plutôt que de défendre un prétendu "intérêt général", il serait bien plus efficace et surtout plus intéressant de résister directement sur le terrain. Les grèves, comme les mobilisations d'usagers sont des occasions de reprise en main de notre vie, de créativité et de prises de conscience que ne seront jamais des référendums. Certes on nous dira que l'un n'empêche pas l'autre. Et bien si justement. D'abord on canalise les énergies des syndiqués vers des enjeux politiques et tant qu'ils font ça, ils ne font pas autre chose. Ensuite, il sera beaucoup plus dur de résister après l'échec d'un référendum comme celui-ci, quand il sera facile de nous répliquer que nous devons nous plier à la volonté du peuple.

M. Argerly

1. Thierry Meyer, *Le Temps*, 1er avril 2000.

2. Alain Jacquenoud, *Le Courrier*, 31 mars 2000.

dans ce numéro

• **LIVRE** La guerre d'Espagne vue par Orwell • **RÉFUGIÉS** Genève joue les bons élèves • **DÉBAT** A qui et à quoi sert la Big Science

Hommage à la Catalogne

LIVRE • *Parlant d'organisation économique, Lénine chantait les louanges de l'absolue et stricte unité de la volonté et de la soumission de la multitude à une volonté unique. Le même Lénine, traitant de « farce » et de « folie » l'idée que les travailleurs puissent s'organiser librement sur leur lieu de travail, allait jusqu'à affirmer : « Si la production est toujours nécessaire, la démocratie ne l'est pas ». Ces propos, hautement significatifs, mettent en lumière la conception que les communistes ont pu avoir de la Révolution espagnole, et la responsabilité qu'ils portent dans son échec. Dans Hommage à la Catalogne, George Orwell s'attache à relater son expérience espagnole : son récit contredit Lénine et démontre que l'auto-organisation, une société sans classes, l'abolition de la hiérarchie ne sont pas de lointaines et farfelues utopies.*

Hommage à la Catalogne, George Orwell, 10/18, Paris, janvier 2000. Les citations sont extraites de cette édition

Hommage à la Catalogne est le récit autobiographique que George Orwell fait des quelques mois qu'il passe en Espagne, de 1936 à 1937. Il fait partie des nombreux Européens de gauche qui sont allés se battre contre le fascisme aux côtés de leurs camarades espagnols. S'engageant dans les milices du P.O.U.M. (Parti ouvrier d'unification marxiste), il découvre tout d'abord l'effervescence de la Barcelone révolutionnaire, dans laquelle même les « caisses des creurs de bottes [...] avaient été collectivisées et peintes en rouge et noir » et où « les garçons de café, les vendeurs vous regardaient bien en face et se comportaient avec vous en égaux ». Enthousiasmé par cette préfiguration d'une société sans classes, il reçoit son « multiforme » et une instruction plus que sommaire à la caserne Lénine (!), et est envoyé sur le front d'Aragon, où il retrouve « l'odeur caractéristique de la guerre [...] une odeur d'excréments et de denrées avariées ». S'attendant à devoir livrer combat, c'est plutôt une « drôle de guerre » qui l'attend. En effet, dans cette région montagneuse du front, le travail attribué à sa milice est de tenir une position, qui se révèle plutôt inexpugnable en raison de facteurs géographiques. Celle des fascistes, en face, l'est aussi. Il s'agit donc de veiller, tout en tentant de se protéger du froid (c'est l'hiver), des balles perdues des fascistes, de la maladresse des camarades et... des armes, en si mauvais état qu'elles en deviennent dangereuses, à l'image des fameuses « bombes de la FAI », surnommées les « impartiales », puisqu'elles tuaient autant le lanceur que la cible ! Accablante paraît alors la responsabilité de ceux qui ont sciemment omis de fournir des armes en bon état aux fronts tenus par les anarchistes et les milices du P.O.U.M. : « Si j'ai bonne mémoire, les cinq premiers blessés que je vis en Espagne l'avaient été par nos propres armes - je ne veux pas dire délibérément, mais par accident ou étourderie ».

Blessé assez gravement au cou par une balle fasciste, Orwell doit quitter le front. Il est soigné dans divers hôpitaux et croit avoir perdu la voix : ses cordes vocales sont endommagées.



L'Espagne précipitamment. Il faut lire *Hommage à la Catalogne*. Tout d'abord, parce qu'Orwell est un grand écrivain que l'on lit avec un réel plaisir. Ensuite, bien que membre du parti travailliste anglais, Orwell ne fait partie d'aucune chapelle : s'il se retrouve au P.O.U.M., c'est un peu par hasard. Son point de vue, qui a donc le mérite d'une certaine impartialité, pèse d'autant plus lourd : « Quant au kaléidoscope des partis politiques et des syndicats, avec leur fastidieuses appellations : P.S.U.C. - P.O.U.M. - F.A.I. - C.N.T. - U.G.T. - J.C.I. - J.S.U. - A.I.T., il m'exaspérait tout simplement. L'on

Peu à peu, il recouvre ses facultés et rejoint sa femme qui l'attend à Barcelone. Là, il découvre des changements dans l'atmosphère : Barcelone lui paraît moins égalitaire. Il y a de nouveaux des riches qui se goinfrent dans des restaurants huppés, alors que des pauvres la queue pour une maigre pitance. Blouses empecées des larbins et courbettes serviles font leur réapparition. Plus grave encore : il y a un désintérêt grandissant à l'égard de la guerre et du front. Orwell l'explique par le fait que la classe ouvrière présente déjà qu'elle s'est fait dépossession de sa révolution : une certaine indifférence fait donc place à l'enthousiasme. C'est à ce moment qu'éclatent les « troubles de Barcelone », des heurts violents entre communistes d'un côté et P.O.U.M. et anarchistes de l'autre, suite à des provocations délibérées de la part de la garde civile, à la solde des communistes. C'est également là que les communistes déclenchent leur offensive de propagande à l'encontre du P.O.U.M. et des anarchistes, qui aboutira à la criminalisation et à l'interdiction du P.O.U.M. (sous prétexte d'alliance avec les fascistes ! Orwell démonte point par point cette accusation fallacieuse), et de l'arrestation de ses dirigeants et membres, sonnait définitivement le glas de la révolution sociale dont Orwell a pu vivre quelques encourageants prémices. Il doit donc quitter

et dit, à première vue, que l'Espagne souffrait d'une épidémie d'initiales. *Hommage à la Catalogne* est divisé en deux parties : la première est le récit proprement dit. La seconde, deux appendices en fin de volume, renferme l'analyse orwellienne. Écrits quelques mois seulement après son départ d'Espagne, ces deux chapitres frappent par leur acuité : une analyse plutôt détaillée de la presse communiste de l'époque et une mise en relation avec ses constats personnels lui permettent de donner une explication très pertinente de l'échec de la révolution espagnole. On peut imaginer que c'est en lisant la désinformation de la presse communiste qu'il a eu l'idée de la novlangue, langage qui permettra à *Big Brother* dans 1984, d'affirmer que « l'esclavage c'est la liberté ».

Laissons à Orwell le soin de conclure : « Pour l'immense majorité des gens, le socialisme signifie une société sans classes, ou il ne signifie rien du tout. Et c'est à cet égard que ces quelques mois passés dans les milices ont été pour moi d'un grand prix. Car les milices espagnoles, tant qu'elles existèrent, furent une sorte de microcosme d'une société sans classes ».

F. Mirail

* Pour une description des factions en lutte, le lecteur consultera les appendices d'*Hommage à la Catalogne*.

Politique xénophobe suisse : Genève bon élève

Ainsi, Genève désire donner des leçons de civisme au reste de la Suisse, et plus particulièrement aux citoyens d'Emmen, qui ont refusé la nationalité suisse à plusieurs familles originaires d'Europe de l'est. Le Conseil municipal et le Grand Conseil genevois, à grand coups de motions, de résolutions et de projets de loi, entendent donc se battre contre le racisme ordinaire et la xénophobie des gens d'Emmen. Ces initiatives, en plus d'être parfaitement démagogiques et de ne pas coûter, politiquement parlant, bien cher ! (même les libéraux genevois se sont associés au dépôt d'une motion...) sont parfaitement ridicules et révoltantes. Comment oublier en effet que pendant que ses députés s'agitent, Genève, à l'instar des autres cantons, s'appête à renvoyer ses Koso-

vars par centaines dans un pays dévasté ! Comment oublier qu'à Genève aussi, des xénophobes lancent des recours contre des centres de réfugiés ? Comment oublier qu'on prévoit de couper dans le vif de l'aide aux réfugiés sous prétexte de réorganisation, à Genève ?

Bref, plutôt que de s'occuper de ce qui se passe sous leur nez, nos braves députés préfèrent s'occuper des poux qui fourmillent sur la tête des citoyens d'Emmen. C'est plus facile et d'un meilleur rapport.

1. Preuve en est l'empressement avec lequel d'autres collectivités se sont jetées sur le « crâneau ».
2. voir *Aujourd'hui*, n° 61

Europe : Menaces sur les droits des salariées enceintes

Le « modèle » suisse en matière de maternité est-il en train de déteindre sur l'Europe ? L'article qui suit* laisse à penser que notre pays est en avance d'une guerre contre les salariées.

Avec seize semaines de congé maternité (douze dans le reste de l'Europe) et l'interdiction de licencier, les salariées françaises pouvaient croire définitivement assurées leur protection sociale pendant la grossesse. Raté ! Le groupe d'employeurs de l'Organisation Internationale de Travail (OIT) juge ces acquis « rigides et obsolètes » ! La convention 103 protégeant les droits liés à la maternité, adoptée en 1919 et modifiée en 1952, est bien entendu trop généreuse à l'ère de la mondialisation ! Le gou-

vernement français, qui ne manque décidément pas une occasion d'arnaquer les travailleurs, vient de donner son accord de principe à la révision de la convention ! Si ce projet aboutit, les salariées enceintes n'auront plus douze ou seize semaines de congé maternité mais une durée déterminée par chaque pays. Elle pourront également être licenciées. A quand le retour à la journée de 11 heures ? Pour quand l'arrivée du système américain (aucun congé maternité rémunéré) ? Sous couvert de « progrès social » il ne restera plus aux salariées européennes qu'à... avaler la pilule.

Anne (CNT Besançon)

* paru dans *Le Combat syndicaliste*, n° 170, mars-avril 2000.

Squatts dijonnais dans le collimateur de la police

« squatter pour nous c'est vivre autre chose EN RUPTURE DÉLIBÉRÉE AVEC LE SYSTÈME. c'est affirmer notre lutte concrète contre la propriété privée et c'est un moyen d'expérimenter d'autres rapports, de commencer à vivre ce qu'on souhaiterait vivre EN TOTALITÉ dans une société « révolutionnée » ». C'est ainsi que s'exprime un habitant du squat du 3, rue Saumaise à Dijon, actuellement en fin de procédure d'expulsion. On ne sera pas étonné d'apprendre que les pouvoirs publics dijonnais considèrent ce squat d'un œil plutôt mauvais. Dans la nuit du 20 au 21 mars, sous prétexte d'un incendie, les policiers investissent la rue Saumaise, et forcent les occupants, qui craignent une expulsion illégale, à se

retrancher dans l'immeuble. Un émissaire tente alors de parler avec les flics : il est immédiatement projeté à terre et tabassé violemment par quatre fier-à-bras. Après un passage aux urgences du SAMU, il est placé en garde à vue. Le lendemain, un autre habitant du squat est placé en garde à vue. Ces deux squatters passent au tribunal le 4 avril. Depuis plusieurs mois, les squatters subissent une répression accrue : contrôle d'identité fréquents, arrestations de colleurs d'affiches, insultes et harcèlement, surveillance constante.

Pour manifester sa solidarité avec les squatters dijonnais, écrire à zanzaraa-thee@excite.com ou zanzaraa.thee@maloka, BP 536, 21014 DIJON Cedex.

La justice québécoise innove dans la recherche de la vérité

Dans notre n° 57, nous parlions du cas de J.-P. Lizotte, sans-abri montréalais mort des suites d'un tabassage par deux flics et d'un videur de boîte de nuit. Le procureur en charge du dossier vient de rendre une décision éclairante : « pour des fins de plus grande transparence », une partie de l'en-

quête aura lieu... à huis clos ! Et les noms des deux flics assassins sont gardés secrets. Quant à notre brave procureur, il choisit, pour rendre publique sa décision, la date symbolique du 15 mars, la Journée internationale contre la brutalité policière. Qu'est-ce qu'on rigole, dans les cours de justice !

Autriche: la répression s'aggrave de jour en jour

Alors que les deux manifestants embastillés se trouvent toujours en détention préventive (voir *Aujourd'hui* n° 61), nous apprenons* que depuis février 2000 une nouvelle troupe de sécurité spéciale (SEK) a été créée en Autriche. La philosophie de la SEK est, selon son chef Roland Frühwirth, basée sur le volontarisme et l'engagement « à 110 % » de ses membres qui bénéficient d'une formation spéciale (autodéfense, observation, techniques d'action et d'arrestation). Ses membres,

bénévoles (!), se disent prêts à mettre à disposition leurs « connaissances spéciales » 24 heures sur 24, car les « adversaires deviennent de plus en plus dangereux, et il faut s'adapter à cela ». A ce sujet, les gouvernements de l'Union européenne restent coi. C'est qu'ils connaissent trop bien l'extrême utilité des corps de police spéciaux lorsqu'il s'agit de « calmer » la rue.

* de notre contact en Autriche, ÖKOLI - Ökologische Linke (Gauche Ecologique)

Boycotter l'hôtel Parador

Le Compagnie Paradores de Turismo de Espana a renvoyé un travailleur du Parador à Grenade après l'avoir accusé d'être « déloyal envers la compagnie ». Cette accusation malveillante dissimule la persécution et la répression de la direction du Parador à l'encontre du travailleur renvoyé. Les dirigeants de la compagnie tentent là de faire un exemple en s'attaquant à un travailleur qui

s'élève fréquemment contre les violations des droits des travailleurs par la direction. Le travailleur licencié poursuit une grève de la faim depuis le 18 mars. La situation est extrêmement critique. En solidarité avec lui et pour sa réintégration immédiate : BOYCOTTER L'HÔTEL PARADOR A GRENADE. D'après un communiqué de la CNT/AIT.

Le Forum Engelberg se titille les neurones

DÉBAT • *Le Forum Engelberg est un haut lieu de culte pour ceux qui croient que le bonheur humain va résulter d'un mélange bien dosé de science objective, de technique et d'économie. Ces croyants se réunissent une fois par an à Engelberg dans le plus grand des confort et moyennant 1800 francs par participant, charges de séjour en plus.*

Le Forum en est à sa 12e édition. J'avais déjà consacré quelques commentaires aux sessions consacrées à l'énergie¹, à la chimie² et à l'eau³, sans bien entendu me faire d'illusion sur l'écho que cela susciterait dans un milieu de nantis où se pavanent les porteurs de toutes les cocardes disponibles sur le marché de l'excellence intellectuelle et spirituelle.

Cette année le Forum va se plonger dans la grande aventure de la science des neurones - ou neuroscience - avec comme vedettes le président pressenti de l'EPFL, M. Patrick Aebischer, un certain Martin Schwab qui dirige un institut de recherche sur le cerveau à Zurich, ainsi que l'inévitable Herwig Schopper, ancien directeur du CERN.

Le but de la neuroscience

Les introductions aux conférences d'Engelberg sont des morceaux d'anthologie et celle de cette année ne le cède en rien aux précédentes. On y lit : « *La neuroscience cherche à comprendre la structure et la fonction du cerveau pour la santé et la maladie. Cela nous donne une nouvelle vision de nous mêmes comme êtres humains et comme société. La connaissance ainsi acquise est utilisée aussi pratiquement pour améliorer des méthodes de réhabilitation, pour développer de nouveaux agents chimiques, pour concevoir de nouvelles générations d'ordinateurs et de robots [...]* ».

Arrêtons-nous là un instant. Comment puis-je avoir une nouvelle vision de moi-même - sous-entendu plus valable que les précédentes - du fait que l'on m'a expliqué la manière dont on pense que mes neurones fonctionnent ? La vision que je peux avoir de moi-même dépend de ma manière de voir le monde, de ma relation à autrui, bref d'une position philosophique. Cela n'a guère de rapport avec la science en général ni avec la neuroscience en particulier. Si je veux avoir une vision quelque peu cohérente de moi-même, je dois me considérer comme un tout et non pas comme la somme de mes gènes ou de mes neurones. La même chose est vraie de la société qui n'est pas la simple somme des individus qui la composent. La

nature considérée comme un tout n'est pas à la portée de la science objective⁴ même si on y inclut la neuroscience. L'approche à la connaissance du vivant proposée par cette science m'apparaît naïve. Ce que l'on nomme aujourd'hui "science du vivant" et que M. Aebischer voudrait introduire à l'EPFL - of all places - est une pseudo-science qui refuse de voir la réalité dans toute sa complexité.

La suite de l'introduction est plus crédible, même tout à fait crédible. Le but principal de la neuroscience est probablement d'étendre le champ de la technique médicale de manière à ouvrir de nouveaux marchés. La chimie pharmaceutique, les ordinateurs et les robots sont effectivement perçus comme des créneaux très lucratifs. On verra jusqu'à quand. Que cela soit utile à l'humanité est une autre question.

La neuroscience au secours de la pensée unique

Dans la suite de l'introduction on lit ceci : « *On mettra aussi l'accent sur le potentiel unique que représente la compréhension de la structure du cerveau pour des applications non-médicales. On se penchera en particulier sur l'apport de la neuroscience pour la mise au point de circuits semi-conducteurs capables d'exécuter des fonctions similaires à celles du cerveau et de robots se comportant de manière semblable à des animaux [...]* ».

Il y a déjà fort longtemps, alors que je travaillais au Japon, j'avais vu exposé dans une vitrine à Tokyo, un robot capable de jouer du piano. Il avait la forme générale d'un humain et ses bras pouvaient taper sur les touches. Je m'étais alors demandé quel avantage on pouvait bien trouver à remplacer un pianiste par cette curieuse construction. Une telle question ne serait manifestement pas venue à l'esprit des organisateurs du Forum Engelberg. Ils considèrent semble-t-il comme nécessaire de transférer la réflexion du cerveau humain à des circuits électroniques et de produire des robots pouvant remplacer des chiens de compagnie. Pour ma part je persiste à trouver cela non seulement vain, mais encore quelque peu

schizophrène. Car il n'y a pas, à mon avis, de progrès à attendre de tels efforts pour notre compréhension de la vie.

Que cela puisse aboutir à la mise au point de nouveaux gadgets est possible. Mais des gadgets il y en a déjà assez et le problème de notre monde est de s'extraire de la pensée unique pour retrouver des raisons de vivre moins liées à la consommation et à l'acquisition d'appareils qui finissent par nous empêcher de penser. Ce que préparent finalement des congrès comme celui d'Engelberg, c'est la mise à disposition des puissants de ce monde, des instruments nécessaires pour soumettre la majorité des habitants de la planète à ce que Zbigniew Brzezinski a appelé le « *tittytainment* »⁵, c'est-à-dire le « *cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète* ».

Il serait temps que le débat sur la finalité de la big science s'amorce. Malheureusement on ne peut pas compter sur le Forum d'Engelberg pour le faire.

P. Lehmann

1. *On discute sur les hauteurs.* Commentaire sur le Forum consacré au thème Energie et Environnement : *Survie en Question*, 16 au 19 mars 1993.
2. *La chimie pour qui et pourquoi ?* Commentaire sur le Forum consacré au thème : *La chimie et la qualité de la vie*, 12 au 15 avril 1994.
3. *Le Forum d'Engelberg se met au pain et à l'eau.* Commentaire sur le Forum consacré au thème : *La nourriture et l'eau : une question de survie*, 1997.
4. Hans Primas, *Umdenken in der Naturwissenschaft*, Gaia 1, Nol 1992, pp 5-15.
5. Jean-Claude Michéa, *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Éditions Microclimats 1999.

EDITEUR RESPONSABLE : Claude Cantini. TIRAGE : 1500 exemplaires. COURRIER : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2. TÉLÉPHONE & FAX : 022 734 29 22. SITE INTERNET : www.tao.ca/~direct_ait. E.MAIL : aujourd_hui@innocent.com. CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6. LOCAL : 24, rue de Montbrillant, Genève.
--